recourir à une voie détournée pour réunir mes ouvriers, même chez moi, si je ne suis point positivement autorisé.

« Oserais-je vous prier, monsieur le préfet, d'être assez bon pour m'accorder une audience ? Je vous exposerais, de vive voix, tous les motifs qui me font solliciter la faveur que je désire obtenir de vous.

« Je suis avec les sentiments d'un profond respect, etc.

« Signé : LECLAIRE. »

Au lieu d'obtenir l'audience sollicitée par lui, Leclaire reçut, le 12 octobre, un ordre lui faisant « défense expresse de former la dite réunion sous aucun prétexte, sans les permis de droit. » Cette interdiction était basée sur le rapport suivant :

PREFECTURE DE POLICE.—*Secrétariat général.*
—2e Bureau.—ANALYSE.—Il y a danger pour la classe ouvrière et abus d'autoriser les réunions des ouvriers du sieur Leclaire, entrepreneur de peinture, pour s'entendre sur le partage des bénéfices résultant de l'entreprise du sieur Leclaire.—*En outre se trouve la décision suivante :* Ecrire au sieur Leclaire pour refuser l'autorisation demandée. Signé : A. D.

Paris, le 21 septembre 1843.

RAPPORT

Les ouvriers peintres du sieur Leclaire se sont formés en association de secours mutuels.

Une décision ministérielle du 28 septembre 1838 autorise leur association et approuve leur règlement.

Le sieur Leclaire, maître entrepreneur, est leur président honoraire et leur trésorier tout à la fois.

Le règlement de cette association ne comporte aucune clause qui admette les ouvriers à participer dans les bénéfices des travaux entrepris par M. Leclaire.

Déjà, et au mois de mars 1842, le sieur Leclaire a demandé à M. le Préfet l'autorisation de réunir dans ses ateliers de 60 à 80 ouvriers pour les faire participer dans les bénéfices de son travail.

S'agissant de règlement de salaires d'ouvriers, et de tarif de main-d'œuvre entre maître et ouvriers, M. le Préfet a refusé ou plutôt défendu la réunion : Le sieur Leclaire s'est conformé à ses ordres et la réunion n'a pas eu lieu dans le but indiqué dans la demande qu'il reproduit cette année.

Le sieur Leclaire, dans l'année 1842, n'en a pas moins réparti, entre 44 de ses ouvriers, une somme de 11,866 francs, produit des bénéfices de son travail.

C'est ce genre d'association en participation qu'il veut renouveler cette année, et pour y parvenir, il sollicite l'autorisation de réunir quatre à cinq fois dans l'année, dans ses ateliers, ses ouvriers au delà du nombre de vingt.

Nous pensons, dans les circonstances où se place cet entrepreneur, que son intention n'est autre que d'embaucher des ouvriers pour assurer l'extension de ses travaux en leur donnant des chances de partage, dans les bénéfices qu'il retire de ses travaux.

C'est là une question de règlement de salaires d'ouvriers qui ne nous paraît pas devoir être encouragée et qui est même défendue par les lois ; l'ouvrier doit rester libre de fixer et régler son salaire, et il ne doit pas pactiser avec le maître, et c'est à quoi le sieur Leclaire vise aujourd'hui.

Sous ce rapport, les autorisations qu'il sollicite nous paraissent devoir lui être refusées, surtout si l'on considère que, pour l'association dans les bénéfices, l'ouvrier s'en gage avec le maître au delà d'une année, ce qui lui est défendu par l'article 13 de la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1804).

Pour ces motifs, nous estimons et nous proposons de refuser l'autorisation sollicitée par le sieur Leclaire.

Le Chef, signé : (Illisible.)

Ce ne fût qu'en 1848, après la révolution qui renversa le gouvernement du roi Louis-Philippe, que le sieur Leclaire put légale-

ment partager avec ses ouvriers les bénéfices qu'il réalisait dans l'année.

Leclaire s'est toujours défendu de faire de la philanthropie en faisant la participation ; sa théorie était que la participation, entr'autres avantages, devenait une source de bénéfices pour l'industriel qui l'adoptait.

Et il soutenait sa théorie par des exemples frappants. Ainsi, en 1869, ayant réuni ses ouvriers, il leur expliquait comment il s'était aperçu « qu'en expliquant le principe de la participation de l'ouvrier aux bénéfices du patron, il pouvait servir ses intérêts et être utile aux ouvriers et employés qui s'attacheraient à sa destinée. »

Ce raisonnement, aussi lucide que pratique, mérite d'être mis sous les yeux des patrons et des ouvriers :

« En prenant mon parti, je faisais ce raisonnement, que souvent dans nos assemblées je reproduis : tous les métiers dont les bénéfices dépendent de la main-d'œuvre à la journée peuvent varier beaucoup : lorsqu'on opère sur des masses importantes, les résultats sont considérables.

« Un ouvrier peut-il, dans notre industrie (peinture), par son activité, sa bonne volonté, et un emploi plus intelligent de son temps, produire dans un même espace de temps (un jour) un surcroît de travail équivalent à une heure, c'est-à-dire à \$0.12, qui est le taux actuel de l'heure ?

« Peut-il, en outre, économiser \$0.05 par jour, en évitant la perte des marchandises qui lui sont confiées et par les bons soins apportés à la conservation des outils ?

« Tous répondent affirmativement.

« Donc, si un seul ouvrier peut donner ce résultat, de réaliser, pour le compte de l'entrepreneur, \$0.17 par jour, ce qui produit, pour 300 jours de travail, la somme de \$51, et si on suppose que, à la maison, la moyenne des ouvriers occupés est de 300, on obtient une économie annuelle de \$15,300.

« Or, c'est à l'aide de cette économie que, d'une part, notre Société de secours mutuels grossit tous les ans son capital et peut faire des pensions aux vieux ouvriers, et que, d'autre part, elle peut répartir des bénéfices à ceux qui contribuent à les produire. »

M. Ara Cushman, président de la « Ara Cushman Company, » de Auburn, Me., la plus grande fabrique de chaussures de l'état du Maine, en annonçant, en 1886, à ses ouvriers qu'il allait inaugurer dans son usine le principe de la participation aux bénéfices, leur disait :

« Si un ouvrier en taillant le cuir emploie, par caisse de pantouffles, un pied de plus qu'il ne faut, la perte sur son travail sera de 50 à 60c. par jour. Un semblable résultat peut facilement arriver, sans que même le coupeur s'en aperçoive. Si un coupeur de veau ciré n'assemble pas ses pièces de la façon la plus avantageuse, ou ne les place pas là où elles doivent aller, il en résultera que ses dessus de boîte coûteront 1/2c. de plus par paire, et que la perte de ce chef s'élèvera à au moins \$1.00 par jour. Citant d'autres sources d'économie, M. Cushman répond affirmativement à la question qu'il se posa à lui-même :

« Les économies diverses que je viens de signaler ne s'élèveraient-elles pas à une somme qui divisée entre tous les employés augmenterait leurs salaires de 2 1/2 à 5 pour cent ? »

La participation aux bénéfices a été introduite en 1887 dans la « Springfield Foundry, » et les directeurs dans leur circulaire aux ouvriers, disaient en 1888 :

« Quelques hommes ont manqué de soin et ont produit des pièces qu'il a fallu jeter à la ferraille. De tels travaux (castings) constituent le plus grand coulage d'une fonderie. Vous serez surpris d'apprendre, que la perte par livre sur les mauvais travaux faits à la journée, dépense sept fois le profit moyen que l'on fait sur une livre de bonne fonte. Sur le travail à la pièce, nous perdons par livre de fonte mal faite, cinq fois autant que nous gagnons sur une livre de produit bien fait. En un mot

lorsque vous manquez un article dont le moulage demande une heure, il faut pour compenser la perte que vous produisiez de bons travaux pendant tout le reste de la journée.

Enfin, comme dernier exemple, nous citerons celui de ce lithographe parisien, qui du jour où il abandonna 23 pour cent de ses bénéfices à ses ouvriers constata qu'on ne cassait plus de pierres lithographiques dans ses ateliers. Ces pierres valaient 24 francs, or un jour il entendit un ouvrier dire à un autre : « Ah ! ça, ne casse plus de pierres, c'est 8 francs que cela nous coûte. »

Réduite à ces proportions la participation aux bénéfices ne serait qu'une participation aux économies, et ne constituerait nullement une bonification du salaire prélevée sur les bénéfices du patron : c'est ce qu'elle est en effet dans plusieurs maisons, mais, même dans ces proportions, elle est utile à l'ouvrier, et lui procure une augmentation de revenu n'entraînant aucune augmentation de travail.

Par contre, dans un grand nombre d'usines, la part allouée aux ouvriers comporte réellement une part de bénéfices en plus de la somme provenant des économies réalisées dans le travail.

(à suivre)

Monsieur D. Hénauld, demeurant au No 19 rue St-Christophe, Montréal, est notre agent pour la cité et le district de Montréal.

Ce monsieur est aussi autorisé à recevoir les collections et à donner des reçus.

HOTEL RIENDEAU

Cet hôtel, qui a acquis tant de titres à la popularité parmi le public voyageur, a été transporté de la rue Saint-Gabriel à la place Jacques-Cartier. L'hôtel Riendeau occupe aujourd'hui l'édifice connu autrefois sous le nom d'hôtel Saint-Nicolas, place Jacques-Cartier.

M. Joseph Riendeau, en ouvrant ce nouvel établissement, s'est rendu aux exigences de sa clientèle qui se plaignait de l'exiguïté de l'ancien local. Le nouvel hôtel est situé sur le point le plus central de Montréal, à proximité de l'Hôtel-de-Ville, du palais de justice, des débarcadères des vapeurs de la compagnie R. & O. et de la gare du C.P.R. Les chambres sont spacieuses, meublées à neuf, bien aérées et pourvues de toutes les améliorations modernes pour le confort des occupants.

Quant à la table, qu'il nous suffise de dire que le menu est toujours préparé avec la variété et la recherche qui ont obtenu à Joseph Riendeau la renommée d'un maître d'hôtel de premier ordre. La cave de l'établissement est toujours pourvue de vins et de liqueurs de choix.

Une visite est sollicitée pour que le lecteur puisse se convaincre qu'il n'y a aucune exagération dans cette annonce.

Patrons, ouvriers, hommes de toutes classes, lisez l'article intitulé PARTICIPATION.

Membres des sociétés de bienfaisance, lisez l'article SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Hommes des classes dirigeantes, aidez L'ASSOCIATION qui veut donner une direction droite au mouvement social.

TELEPHONE, No 240

FRANÇOIS ALLAIRE,

L.-N. ALLAIRE.

ALLAIRE, FILS & CIE

Propriétaires de l'ancien bloc BERNARD & ALLAIRE, coin des Rues St-Jean et St-Stanislas, Haute-Ville.

INSTRUMENTS POUR FANFARES, PIANOS, HARMONIUMS, VIOLONS, ACCORDÉONS, etc., MOULINS A COUDRE ET A TRICOTER.

Nous prenons respectueusement la liberté de vous informer de la dissolution prochaine de la société Bernard & Allaire, nous continuerons les affaires sous les noms et raison de Allaire, Fils & Cie.

Notre nouvelle maison est ouverte depuis le 1er mai dans l'ancien bloc Bernard & Allaire dont nous avons fait l'acquisition ; les améliorations considérables que nous y avons faites, nous mettent en position de vous dire que nous avons maintenant le plus beau magasin dans ce genre d'affaires à Québec.

Nous avons un ferme désir de donner la plus grande satisfaction à nos pratiques, et dans ce but nous nous sommes assurés les services des employés les plus capables de la maison Bernard & Allaire, leurs noms seuls seront une preuve de l'attention que nous voulons porter à ceux qui voudront nous honorer de leur confiance ; ils trouveront à notre établissement six des anciennes mains de la maison Bernard & Allaire, ce qui est déjà une garantie de la ponctualité que nous apporterons aux affaires.

Nous nous permettrons de mentionner ici les noms de ceux qui nous sont restés fidèles, FRANÇOIS ALLAIRE, ancien associé de la maison Bernard & Allaire.

L. N. ALLAIRE, pendant treize années gérant de la maison Bernard & Allaire, et d'ailleurs très-bien connu du monde musical.

F. G. ALLAIRE, comptable en chef de la maison Bernard & Allaire.

EDOUARD O'MALLEY, commis-voyageur pour Bernard & Allaire.

MELLE MARY BUCNEAU, pendant huit années chez Bernard & Allaire, en charge du département des machines à coudre et à tricoter. AUDINATH TREMBLAY, ancien employé.

Malgré les affaires considérables que la maison Bernard & Allaire a faites pendant treize ans, nous avons raison de croire que nous pouvons encore en augmenter le chiffre, et pour arriver à ce but nous avons retenu les services de messieurs de haute capacité et connus avantageusement du public : GEO HEBERT, organiste de l'église St-Jean-Baptiste de Québec, qui aura la charge du département des pianos, harmoniums et musique en feuilles.

FRED. T. DUNCAN, pendant dix-huit ans à la Singer Manufacturing Co., il sera gérant du département des machines à coudre et à tricoter.

J. T. COOK, ci-devant chez Mess Orme & Son, Ottawa, et chef de Fanfare de Buckingham

J. L. DUPRÉ, pendant plusieurs années chez Mess. Gervais & Hudon, de Québec.

ARTHUR H. GENGE, pendant 10 ans accordeur en chef d'une grande manufacture de la Puissance. Nous le recommandons avec la certitude qu'il donnera satisfaction, connaissant déjà ses hautes capacités.

Nous aurons toujours en magasin les instruments de musique les plus en renom.

PIANOS

VOSE & SON, BOSTON.

BEHRING & SON, NEW-YORK.

HENRY F. MILLER & SON, BOSTON.

R. S. WILLIAMS & SON, TORONTO

HARMONIUMS

W. DOHERTY & CO., CLINTON, ONT.

G. W. CORNWALL & CO., HUNTINGDON, P. Q.

Instruments pour Fanfares

provenant de manufactures Françaises, Anglaises, Allemandes et Américaines.

Notre département de musique en feuilles, sera toujours des mieux assortis, et nous aurons toujours en mains les plus récentes publications de musique vocale ou instrumentale, sacrée ou profane.

Nous avons aussi reçu un très bel assortiment de bancs et tapis de pianos, accordéons, violons et en un mot nous aurons toujours en mains les articles en demande dans un magasin de musique bien assorti.

Pour faciliter nos affaires, nous avons divisé l'établissement en départements de manière que chaque branche se trouve complètement séparée des autres.

1er ÉTAGE—Salons de pianos ; le fini de cette chambre est du dernier goût et très riche.

2ème ÉTAGE—Salon pour harmoniums d'Églises et de maisons.

3ème Étage—Moulin à coudre et à tricoter, des marques suivantes :

MOULINS A COUDRE

" DOMESTIC " " QUÉBEC B " " RAPID "